



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour
La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ...

• (Page 07)

Economie

La Colombie échappe in extremis aux droits de douane de Trump

Un accord a été trouvé de justesse ce dimanche entre Washington et Bogota, mettant fin à un week-end de fortes tensions entre les deux pays d'Amérique..

• (Page 08)

7ème édition des REMTP Enjeux et défis du Marché Local de la dette souverain

La 7ème édition des Rencontres du Marché des Titres Publics s'est tenue les 21 et 22 janvier 2025 à Abidjan, la ...

• (Page 10)



Finances publiques

Les budgets 2025 des 8 pays de l'UEMOA

• (Pages 03)



Rareté pécuniaire

• (Pages 04)

Janviose, la maladie de la morosité économique de janvier

Sécurité alimentaire

Le FSRP-Togo enregistre des résultats prometteurs

Deux ans après son lancement, le Programme de résilience du système alimentaire en Afrique de l'Ouest ...

• (Page 02)

Togo

La 2ème édition des Journées du secteur privé démarre ce jour

Sous le Haut Parrainage de Madame Victoire TOMEGA-H-DOGBE, Premier Ministre de la République Togolaise, le Ministère ...

• (Pages 04)

Santé

Attitudes humaines et progrès scientifique pour vaincre le paludisme

Des avancées significatives ont été réalisées dans la lutte contre le paludisme, mais ces progrès semblent s'enliser. Le Rapport mondial sur ...

• (Page 06)

Commune Wawa1

Ouverture de la 1ere session de l'année 2025

Les conseillers municipaux de la commune Wawa1, ont démarré leur 1ère session ordinaire de l'année 2025, le lundi 27 janvier à Badou (commune Wawa1)..

• (Page 11)



L'économiste du Togo

Premier Quotidien Economique du Togo. REC N°0650/07/09/22/HAAC
Premier Quotidien Economique Togolais

Visitez notre site Web à l'adresse :

leconomistedutogo.tg

... L'économiste du Togo, le journal des décideurs ...



TOUTE L'ACTUALITÉ ECONOMIQUE DU TOGO ET D'AILLEURS

Sécurité alimentaire

Le FSRP-Togo enregistre des résultats prometteurs

Deux ans après son lancement, le Programme de résilience du système alimentaire en Afrique de l'Ouest (FSRP-Togo), financé par la Banque mondiale, a touché plus de 509 000 bénéficiaires sur un objectif de 600 000. Lors de sa revue à mi-parcours tenue en janvier 2025 à Lomé, les acteurs ont salué les avancées réalisées tout en ajustant les stratégies pour l'année à venir.

• Wilson Lawson

Depuis son démarrage, le FSRP-Togo a marqué des progrès significatifs. À la date du 31 décembre 2024, 509 438 personnes, dont 34 % de femmes, ont bénéficié des retombées du programme. Cette performance représente une étape importante dans l'atteinte de l'objectif global de 600 000 bénéficiaires. Lors de la revue à mi-parcours tenue à Lomé du 20 au 24 janvier 2025, les parties prenantes ont dressé un bilan des réalisations, identifié les défis rencontrés et défini les ajustements nécessaires. En parallèle, la cinquième mission d'appui technique a permis d'orienter la mise en œuvre future pour garantir le succès du programme. Pour l'année 2025, le Plan de Travail et Budget Annuel (PTBA) prévoit des activités visant à atteindre environ 130 000 nouveaux bénéficiaires. L'accent sera mis sur des approches innovantes pour maximiser l'impact dans les trois domaines d'intervention du programme. Le FSRP-Togo incarne une initiative stratégique dans un contexte



où la résilience des systèmes alimentaires est cruciale pour la sécurité alimentaire et le développement économique. Les résultats obtenus en deux ans démontrent une volonté manifeste d'accroître la productivité agricole tout en promouvant des pratiques climato-intelligentes. Cependant, les défis restent nombreux. La mobilisation des ressources, l'amélioration des infrastructures agricoles et la gestion des risques climatiques nécessitent des efforts soutenus et une collaboration renforcée entre les parties prenantes. Le faible taux de participation des femmes, malgré les progrès enregistrés, souligne également la nécessité de mesures

spécifiques pour promouvoir l'inclusion et l'équité. Le Programme de résilience du système alimentaire en Afrique de l'Ouest, financé par un fonds de 50 milliards FCFA de la Banque mondiale, vise à transformer le secteur agricole de la sous-région. Trois axes principaux orientent ses actions à savoir l'agriculture climato-intelligente : pour renforcer la résilience des exploitations agricoles et protéger les paysages ; le développement des chaînes de valeur et du commerce intrarégional : pour stimuler les échanges et créer des opportunités économiques et la gestion des risques agricoles : pour mieux préparer et répondre aux chocs climatiques et économiques. La revue à mi-parcours du FSRP-Togo intervient dans un contexte marqué par des défis croissants liés aux changements climatiques et à l'insécurité alimentaire. Ces initiatives sont cruciales pour garantir une sécurité alimentaire durable et un développement inclusif dans la sous-région ouest-africaine.



Image du jour



• Une délégation de 16 femmes venues du Togo prend une part active à Johannesburg du 27 au 31 janvier 2025 à « African Women in Dialogue ».

AUX DECIDEURS ...

Une révolution en marche...

L'Afrique subsaharienne est souvent perçue comme un continent de défis, mais aussi d'opportunités. La récente initiative de NETIS, soutenue par une subvention de Proparco, pour introduire des solutions énergétiques à base d'hydrogène vert dans le secteur télécom, symbolise cette dynamique d'innovation et de transformation.

Au-delà d'une simple avancée technologique, ce projet porte les germes d'une révolution industrielle et environnementale qui pourrait redéfinir l'avenir des infrastructures critiques en Afrique.

En optant pour l'hydrogène vert, produit localement à partir d'eau, NETIS répond simultanément à deux impératifs majeurs de notre époque : la transition énergétique et l'expansion numérique. Alors que le monde cherche des moyens de réduire son empreinte carbone, ce projet offre une alternative concrète aux coûteux générateurs thermiques alimentés par des énergies fossiles. Plus qu'un simple changement d'équipement, c'est une déclaration d'intention : l'innovation peut être durable, locale et inclusive.

L'impact économique de cette initiative ne saurait être sous-estimé. La réduction des coûts opérationnels pour les opérateurs télécoms est une promesse de tarifs plus abordables pour les consommateurs, notamment dans les zones rurales souvent oubliées par les grands projets d'infrastructure. De plus, en modernisant les réseaux pour mieux supporter les technologies 4G et 5G, le projet favorise un accès élargi aux services numériques, essentiels pour l'éducation, la santé, et les affaires.

Mais cette avancée technologique s'accompagne de défis. La production, la maintenance et la gestion des nouvelles infrastructures nécessiteront un renforcement des capacités locales. Ce transfert de compétences, s'il est bien orchestré, pourra créer un écosystème technologique durable, capable de soutenir l'expansion de l'hydrogène vert au-delà des télécoms.

Ce projet, bien que porté par une entreprise privée et soutenu par un acteur financier majeur, est également une invitation pour les États africains à jouer un rôle de facilitateur. Politiques incitatives, partenariats stratégiques, et cadre réglementaire adapté seront indispensables pour maximiser l'impact de telles initiatives.

Dans un monde où les inégalités numériques et les défis climatiques s'exacerbent, ce projet démontre que des solutions locales, adaptées et innovantes peuvent offrir des réponses viables. L'avenir des infrastructures africaines s'annonce vert, connecté, et résolument tourné vers l'avenir. Il appartient désormais à tous les acteurs de ce vaste écosystème – gouvernements, entreprises, et citoyens – de capitaliser sur cette opportunité pour construire un modèle de développement véritablement durable et inclusif.

M.T

Le Togo en chiffres

Informations générales	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
Superficie	56 790 km ²	21,7 km ²	Banque mondiale, 2018
Population	8,3 millions	1 094 millions	CNU, 2020
Part de la population urbaine	42,8 %	41,4 %	CNU, 2020
Croissance démographique	2,4 %	2,6 %	CNU, 2020
Taux de fertilité	4,4 enfants par femme	4,7 enfants par femme	CNU, 2015-2020
Espérance de vie à la naissance	60,5 ans	60,5 ans	CNU, 2015-2020
Part de la population âgée de moins de 15 ans	41 %	42,7 %	CNU, 2020
Part de la population disposant de moins de 1,9 USD par jour en PPA	24,1 %	38,3 %	Banque mondiale, 2018
Taux d'alphabétisation des adultes	66,5 %	65,9 %	Banque mondiale 2019
APD par habitant	50,9 USD	49,9 USD	Banque mondiale 2019
Classement IDH 2019	167 / 189		PNUD, 2020

Finances publiques

Les budgets 2025 des 8 pays de l'UEMOA

Les lois des finances, gestion 2025 des pays de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA) sont connues. Des budgets en hausse pour la plupart des pays de l'Union.

• Abdul Wahab ADO

Les lois de finances déterminent la nature, le montant et l'affectation des ressources et des charges de l'Etat ainsi que l'équilibre budgétaire et financier qui en résulte, compte tenu de la situation et des objectifs macro-économiques des Etats membres et des obligations du Pacte de convergence, de stabilité, de croissance et de solidarité.

Les dispositions relatives à l'assiette, au taux et aux modalités de recouvrement des impositions de toute nature, qu'elles soient perçues par l'Etat ou affectées à d'autres organismes publics, sont du domaine de la loi. C'est donc conformément à la directive n°06/2009/CM/UEMOA portant lois de finances au sein de l'UEMOA que les différentes lois ont été adoptées.

404 762 millions de FCFA pour la Guinée Bissau en 2025

Comme les autres pays de l'Uemoa, la Guinée Bissau dispose de son budget pour la gestion 2025. Le déficit budgétaire, rapporté au PIB, s'est détérioré entre 2019 et 2020. Il est passé de 3,6% à 9,3 %.

Cette dégradation est liée à la baisse des recettes publiques et à l'augmentation des dépenses imputable à la COVID-19. En 2021, il s'est réduit, pour atteindre un niveau de 7,5%.

Selon les données du Ministère des finances, le ratio de l'encours de la dette intérieure et extérieure rapporté au PIB nominal s'établirait à 70,2 % en 2020 contre 61,1 % en 2019. En 2021, il est estimé à 72,2%. Selon la dernière analyse de viabilité de la dette réalisée conjointement par le FMI et la Banque Mondiale, la Guinée-Bissau présente un risque de surendettement extérieur élevé et un risque de surendettement global élevé.

Des réformes sont menées pour aider le pays à atteindre les objectifs du plan national de développement, la vision Guinée-Bissau 2025. Il s'agit de réformes s'appuyant sur quatre axes moteurs de



croissance : l'agriculture et l'agro-industrie, la pêche, le tourisme et les mines.

La vision Guinée-Bissau 2025 consiste en « Une Guinée-Bissau positive, politiquement stabilisée par le développement inclusif, la bonne gouvernance et la préservation de la biodiversité ». Ce plan s'appuie sur quatre axes moteurs de croissance : l'agriculture et l'agro-industrie, la pêche, le tourisme et les mines. Les objectifs de ce plan sont les suivants : Croissance et émergence d'une économie diversifiée ; Paix et Bonne Gouvernance ; Biodiversité et Capital Naturel ; Infrastructures et Développement Urbain ; Développement Humain et ; Simplification du cadre des affaires et Développement du secteur privé.

De façon plus spécifique, sur la période 2021-2025, les principaux objectifs poursuivis sont : Réaliser un taux de croissance économique de 5,4% en moyenne par an ; Améliorer le recouvrement des recettes fiscales pour réaliser un taux de pression fiscale moyen de 9,8 % ; Contenir l'encours de la dette à 33 % du PIB en moyenne sur la période ; Poursuivre la maîtrise de la masse salariale afin de réduire progressivement le ratio par rapport aux recettes fiscales pour le situer à 48,7 % en moyenne. (UEMOA).

3149 milliards CFA au Burkina Faso

L'Assemblée Législative de Transition (ALT) a examiné et adopté à l'unanimité la loi de finances initiale pour l'exécution du budget de l'Etat, exercice 2025, présentée par le ministre de l'Economie et des Finances, Dr Aboubakar Nacanabo le 23 décembre 2024. Ainsi,

pour 2025, le gouvernement a prévu pour les recettes 3149 milliards CFA, soit une hausse de 3,9% par rapport à l'année 2024. Pour ce qui concerne les dépenses, elles sont de 3612 milliards CFA alors que l'épargne budgétaire est de 559, milliards de FCFA.

Le déficit budgétaire est estimé à 462, milliards FCFA.

Les priorités du budget 2025 sont relatives au renforcement de la sécurisation du territoire, à la poursuite des réformes visant la consolidation de la gouvernance sous toutes ses formes et la dynamique de refondation de l'Etat, au renforcement de la résilience économique, sociale et humanitaire ainsi qu'à la revitalisation du tissu social et le rétablissement du légendaire vivre-ensemble des burkinabè.

Le budget 2025 est un instrument de combat, une arme pour construire un Burkina Faso prospère, digne et fort, selon le ministre de l'Economie et des Finances. Pour Dr Aboubakar Nacanabo, en vue d'améliorer davantage le recouvrement des recettes ordinaires, le gouvernement poursuivra la modernisation des procédures au niveau des régies de recettes pour optimiser le rendement de l'impôt d'une part, et parachever les réformes visant à accroître de manière substantielle l'assiette fiscale d'autre part. Un accent particulier est mis sur l'informatisation et la digitalisation des procédures dans les régies de recettes ainsi que sur la lutte contre la fraude, le faux et la corruption.

Côte d'Ivoire, le budget 2025 en hausse de 11,8%

Le budget 2025 validé est en hausse de 11,8%. La loi des finances gestion 2025 du gouvernement ivoirien est un programme de dépenses de 15 339,2 milliards de FCFA (soit environ 24,5 milliards de dollars). Ce qui correspond à une hausse de 11,8 % par rapport à 2024.

Ce budget s'inscrit dans la dynamique du Programme National de Développement (PND) 2021-2025 et repose sur des prévisions ambitieuses : une croissance économique de 6,3 % et une baisse de l'inflation à 3,4 %. D'après les autorités, l'annexe fiscale 2025, composée de 42 articles, repose sur quatre axes principaux : d'abord, le renforcement des moyens de l'Etat grâce à des mesures d'élargissement de l'assiette fiscale et de lutte contre l'évasion et la fraude fiscales internationales ; ensuite, la mise en place de dispositifs en faveur des entreprises pour améliorer leur compétitivité ; par ailleurs, la rationalisation et la simplification du système fiscal ; enfin, l'introduction de mesures d'ordre technique. Cette politique fiscale vise non seulement à « renforcer la capacité de mobilisation des ressources publiques », mais aussi à accompagner le secteur privé dans sa quête de compétitivité, tout en modernisant le système fiscal ivoirien. « Grâce à l'adoption de ce texte important qui s'inscrit dans la pure tradition du droit des finances publiques, » selon les autorités ivoiriennes.

6 395 milliards FCFA pour 2025 au Sénégal

L'Assemblée nationale sénégalaise a validé le projet de loi de finances 2025, évalué à 6 395 milliards FCFA. Ce budget ambitieux, aligné sur la stratégie « Sénégal 2050

», met l'accent sur la souveraineté alimentaire et énergétique, l'éducation et les dépenses sociales, avec des objectifs de croissance fixés à 8,8 %.

Dans la loi des finances, la souveraineté alimentaire et énergétique constitue l'un des axes majeurs du budget, avec une enveloppe de 1 070 milliards FCFA dédiée à l'amélioration de la productivité agricole, à la modernisation des filières de pêche et au développement des industries agroalimentaires. Par ailleurs, des investissements stratégiques, notamment dans les infrastructures gazières, accompagneront la transition énergétique. Le secteur de l'éducation et de la formation professionnelle bénéficie de 1 377 milliards FCFA, visant à moderniser les infrastructures, aligner les programmes sur les besoins du marché de l'emploi et améliorer l'employabilité des jeunes. Les dépenses sociales représentent 34,5 % du budget général, avec un focus sur la santé, l'éducation et la réduction des inégalités sociales et territoriales. Le gouvernement table sur une croissance économique de 8,8 % en 2025, portée principalement par les activités pétrolières et gazières. L'inflation devrait se stabiliser à 1,9 %, et les recettes internes devraient augmenter de 20 % par rapport à 2024. Le déficit budgétaire, actuellement estimé à 7,08 % du PIB pour 2025, devra être réduit à 3 % d'ici 2027. Pour atteindre cet objectif, le gouvernement prévoit de diversifier les sources de financement avec des instruments comme les Diaspora Bonds.

3 551 milliards de FCFA pour booster l'économie Béninoise en 2025

L'Assemblée nationale du Bénin a adopté, le 5 décembre 2024, le budget général de l'Etat pour 2025, en présence du ministre de l'Economie et de Finances et de ses collègues du gouvernement. La loi de finances pour l'exercice 2025 a été adoptée par 81 voix pour et 28 contre, celles des députés Démocrates.

Elle porte un budget général de l'Etat équilibré en ressources et en charges, d'un montant de 3 551 milliards de francs CFA, soit une augmentation de 11 % par

rapport à 2024. Ce budget 2025 consacre 41,5 % des dépenses aux secteurs sociaux. Une orientation qui vise à réduire la pauvreté et à ramener son taux à 33,8 % d'ici fin 2025.

Le gouvernement mise sur un taux de croissance de 6,8 %. Cette prévision repose sur les performances attendues dans l'agriculture, l'expansion industrielle, le dynamisme du secteur portuaire et le développement du tourisme. Selon le compte rendu du conseil des ministres qui a adopté le projet de budget, celui-ci reflète l'ambition de renforcer la résilience économique du Bénin. Il prévoit de consolider les leviers de transformation structurelle tout en assurant une meilleure redistribution des fruits de la croissance.

2 396 milliards en 2025 pour le Togo

Les députés ont adopté, le 27 décembre 2024, le projet de loi de finances pour l'exercice 2025. Ce budget s'équilibre en ressources et en charges à 2.396.588.972.000 francs CFA, marquant une progression de 9,9 % par rapport à l'exercice précédent, qui s'élevait à 2.179.125.009.000 francs CFA.

Par ailleurs, il représente une hausse de 6,5 % par rapport à la loi de finances rectificative 2024, fixée à 2.250.600.606.000 francs CFA. Les recettes budgétaires enregistrent une augmentation notable, passant de 1.279,1 milliard de francs CFA en 2024 à 1.475,6 milliards de francs CFA en 2025, soit une progression de 15,4 %. Cette croissance est principalement portée par les recettes fiscales, qui atteignent 1.200 milliards de francs CFA, contre 1.042,1 milliards de francs CFA l'année précédente, traduisant une augmentation de 15,2 %. Du côté des dépenses budgétaires, une légère hausse de 2,4 % est observée, celles-ci passant de 1.636,3 milliard de francs CFA en 2024 à 1.675,8 milliards de francs CFA en 2025.

Cette augmentation résulte principalement de la hausse des dépenses de personnel et des charges

Suite à la page 4

Suite de la page 3

liées à l'atténuation des recettes. La loi de finances gestion 2025 introduit également des mesures fiscales destinées à soutenir l'amélioration du climat des affaires.

Parmi celles-ci, la réduction des droits d'accises sur certains produits locaux, une baisse de 50 % du montant des droits de douane appliqués au gasoil utilisé par les industries. Noter que d'autres dispositions notamment l'exonération à l'importation des véhicules de transport de marchandises et de personnes de cinq ans d'âge au maximum, des motos électriques neuves, ainsi que des batteries destinées à l'industrie du montage, sont maintenues.

Par ailleurs, les avantages fiscaux et douaniers en faveur des entreprises de bâtiments et travaux publics sont reconduits relativement à l'importation et à l'acquisition de machines, matériels et engins. De même, les avantages fiscaux relatifs à l'importation de matériel agricole sont reconduits.

Plus de 3 033 milliards de FCFA pour la relance du Niger en 2025

Le Gouvernement de Tchiani a adopté, le 31

décembre 2024, le budget 2025. Equilibré en ressources et en charges à 3 033,33 milliards de francs CFA, contre 2 913,06 milliards de francs CFA en 2024, soit une hausse de 4,13 %, le budget 2025 s'inscrit dans un contexte marqué au plan international par les conséquences négatives de la guerre en Ukraine et les effets résiduels de la pandémie de la Covid-19.

Au plan sous régional, le contexte est marqué par l'avènement de la Confédération des Etats du Sahel qui ambitionne l'instauration des politiques communes en matière de défense et sécurité, de diplomatie et de développement économique entre les trois (3) pays membres.

C'est dans ce contexte caractérisé par des perspectives économiques nationales marquées par les effets des sanctions inhumaines, économiques et financières des institutions communautaires, du gel des avoirs à la BCEAO et la suspension des aides publiques au développement que le budget 2025 a été adopté. Il est élaboré sur la base de la note de cadrage macroéconomique et budgétaire 2025-2027, conformément au décret n°2017-429/PRN/MF du 24 mai 2017, portant processus annuel d'élaboration du budget de l'Etat.

Son élaboration s'est appuyée sur les résultats des discussions budgétaires entre le Ministère en charge des finances et les différents Ministères sectoriels et a intégré la

nouvelle configuration du Gouvernement. Dans le budget 2025 les charges de l'Etat s'élèvent à 2 526,72 milliards de francs CFA de dépenses budgétaires et à 506,61 milliards de francs CFA de charges de trésorerie. Leur évolution s'explique, principalement, par la prise en compte des péculs des contractuels, des investissements projetés ainsi que la prise en charge des dépenses sociales dans le domaine de la santé et de l'éducation.

2648,9 milliards FCFA adopté au Mali pour 2025

Le Mali a adopté un projet de Loi de finances pour l'exercice 2025 qui prévoit une hausse de 10,93 % des recettes par rapport à l'année précédente à 2648,9 milliards FCFA contre une progression de 5,18 % des dépenses à 3229,8 milliards FCFA. Le déficit budgétaire est donc passé de 682,8 milliards FCFA dans la Loi de finances rectifiée 2024 à environ 581 milliards FCFA dans le budget, soit une réduction de 14,92 %. Selon les prévisions du gouvernement malien, le déficit budgétaire devrait s'établir à 3,6 % du PIB en 2025 contre 3,7 % en 2023.

Rareté pécuniaire

Janviose, la maladie de la morosité économique de janvier

La Janviose est un terme populaire utilisé pour désigner une réalité économique qui touche de nombreuses personnes en janvier : le manque d'argent. Après les festivités de fin d'année, marquées par des dépenses excessives, le retour à la réalité est souvent brutal. A travers ce dossier, nous explorons les causes, les témoignages et les solutions pour mieux gérer cette période difficile.

● **Hélène Martelot**

Le constat est que les fêtes de Noël et du Nouvel An entraînent des dépenses élevées en ce qui concerne les repas festifs, cadeaux, voyages, et des divertissements. Les promotions et les sollicitations commerciales encouragent souvent des achats impulsifs et non planifiés. Les fêtes de fin d'année engendrent des dépenses importantes. Les repas festifs, les cadeaux, les voyages et les divertissements figurent parmi les principales sources de dépenses. Ces excès sont souvent encouragés par les nombreuses promotions et sollicitations commerciales qui incitent à des achats impulsifs. Au-delà des dépenses festives, le mois de janvier impose des obligations financières incontournables. Il s'agit notamment du paiement des frais scolaires, de l'achat de fournitures, du règlement des loyers, des abonnements ou encore d'autres engagements financiers habituels. Ces obligations, combinées aux excès de décembre, créent un déséquilibre budgétaire pour de nombreux ménages.

Témoignages : la réalité de la Janviose

Dans le commerce et l'entrepreneuriat, les acteurs économiques sont directement touchés par cette crise. Monsieur Komi, commerçant, explique que les dépenses de décembre sont faites sans trop réfléchir et qu'en janvier, il se retrouve parfois sans argent même pour son transport. Richard, un vendeur ambulant, déplore également cette période où les clients, faute de moyens, achètent très peu, même les produits de première nécessité. Les obligations familiales accentuent le poids financier du mois de janvier. Madame Eugénie, mère de trois enfants, confie qu'entre les cadeaux pour les enfants



et les festivités, elle peine à payer les frais de scolarité à temps. Edouard, chauffeur, constate que les clients se serrent la ceinture, préférant marcher plutôt que de payer un taxi. Les agriculteurs ne sont pas en reste. A Kpalimé, où l'agriculture est l'activité principale, Monsieur Dogbé explique que les récoltes de décembre servent principalement à financer les fêtes. Cependant, en janvier, il se retrouve sans rien et doit économiser pour acheter des semences et survivre jusqu'à la prochaine récolte.

Stratégies et solutions pour surmonter la Janviose

Pour mieux gérer janvier, il est essentiel d'adopter une gestion financière proactive. La planification d'un budget dès décembre s'impose comme une solution incontournable. « Il est important de limiter les dépenses festives à ce que l'on peut se permettre et de mettre de côté une somme spécifique pour couvrir les charges de janvier », Nadège, enseignante dans une école privée, témoigne de son effort pour économiser en décembre malgré les sollicitations des enfants pour Noël. La simplicité des fêtes peut également réduire l'impact financier. Togbui Agbo, un sage de 65 ans, insiste sur l'importance de se concentrer sur l'essentiel en organisant des célébrations modestes. Cette approche permet de préserver une stabilité financière en début d'année », a-t-il ajouté. Selon Joël Attiogbé,

bé, conseiller en gestion financière, le "Janviose" est avant tout le résultat d'un manque de planification. Il recommande d'éduquer les familles et les écoles à la gestion budgétaire et à l'épargne. Il propose également de privilégier des achats responsables, de consommer local pour limiter les coûts et de promouvoir des événements festifs simples et collectifs. Les employeurs peuvent contribuer à atténuer cette crise en octroyant des primes de fin d'année ou des avances sur salaire. Les banques et institutions financières pourraient également proposer des outils d'épargne automatisée pour aider les particuliers à mieux anticiper le mois de janvier. Le gouvernement pourrait, quant à lui, lancer des campagnes de sensibilisation à l'épargne et soutenir les secteurs économiques particulièrement touchés par la baisse d'activité en début d'année.

Leçons et perspectives

La Janviose illustre des comportements de consommation souvent dictés par l'émotion et un manque de préparation. Bien que les fêtes de fin d'année soient synonymes de joie et de convivialité, elles ne devraient pas conduire à des mois de difficultés financières. En adoptant une gestion proactive et en sensibilisant les citoyens, il est possible de transformer janvier en une période plus sereine économiquement. Ce phénomène n'est pas une fatalité. Avec des habitudes financières adaptées et des efforts collectifs, chacun peut apprendre à surmonter la "maladie économique de janvier" et démarrer l'année sur des bases solides.

**Togo**

La 2ème édition des Journées du secteur privé démarre ce jour

Sous le Haut Parrainage de Madame Victoire TOMEGA-DOGBE, Premier Ministre de la République Togolaise, le Ministère du commerce, de l'artisanat et de la consommation locale et le secteur privé organisent du 28 au 30 janvier 2025, la deuxième édition des Journées du secteur privé sous le thème : « partenariat entre les grandes entreprises et les TPME : un levier de développement économique ». Plus de précisions dans le communiqué ci-dessous.



REPUBLIQUE TOGOLAISE
Ministère du commerce, de l'artisanat
et de la consommation locale

Communiqué

Sous le Haut Parrainage de Madame Victoire TOMEGA-DOGBE, Premier Ministre de la République Togolaise, le Ministère du commerce, de l'artisanat et de la consommation locale et le secteur privé organisent du 28 au 30 janvier 2025, la deuxième édition des Journées du secteur privé sous le thème : « partenariat entre les grandes entreprises et les TPME : un levier de développement économique ».

Au programme de ces journées, des webinaires sur les enjeux et défis liés aux partenariats entre les grandes entreprises et les TPME au Togo ainsi que les approches de solutions.

En apothéose, le forum de la sous-traitance et des partenariats le 30 janvier 2025 à l'hôtel Sarakawa à 08 heures 30, avec la présence effective des membres du Gouvernement, des représentants des structures financières, des experts et bien d'autres acteurs clés.

Acteurs du Secteur privé, vous êtes conviés à prendre part à ces différentes activités pour contribuer à faire croître la collaboration entre les grandes entreprises et les TPME au Togo.

Pour plus d'informations, veuillez contacter les numéros suivants : **90 23 24 78 / 70 39 60 47**

Site web : www.commerce.gouv.tg

« Ensemble, pour un Secteur privé dynamique et résilient au service de l'économie nationale »

TOUTE L'ACTUALITÉ ECONOMIQUE DU TOGO ET D'AILLEURS



» Couverture médiatique



» Insertion publicitaire



» Publi-reportage ...

Accédez à notre **Site Web** et tenez vous
informer en temps réel de toute l'actualité !!

... *L'économiste du Togo, le journal des décideurs* ...

Santé

Vaincre le paludisme au moyen des attitudes humaines et du progrès scientifique

Des avancées significatives ont été réalisées dans la lutte contre le paludisme, mais ces progrès semblent s'enliser. Le Rapport mondial sur le paludisme 2024 de l'OMS fait état de 11 millions de cas de paludisme supplémentaires en 2023 par rapport à 2022. En 2023, 600 000 personnes supplémentaires sont mortes de la maladie, sans amélioration significative par rapport à 2022.

• Junior Aredola

Environ 95 % des décès dus au paludisme surviennent en Afrique, où de nombreuses personnes n'ont toujours pas accès aux services nécessaires pour prévenir, détecter et traiter la maladie. La moitié de ces décès surviennent dans quatre pays africains : le Nigeria (30,9 %), la République Démocratique du Congo (11,3 %), le Niger (5,9 %) et la Tanzanie (4,3 %). Le Nigeria (26 %), la République Démocratique du Congo (13 %), l'Ouganda (5 %), l'Éthiopie (4 %) et le Mozambique (4 %) sont les pays où le nombre de cas est le plus élevé. Onze pays africains représentent encore les deux tiers du fardeau mondial du paludisme et, malgré les efforts considérables dans le renforcement des engagements politiques en faveur de la lutte contre ce fléau, il est clair qu'il reste encore beaucoup à faire. Le changement climatique a contribué à la prolifération du paludisme sur le continent. À cela, s'ajoutent les événements météorologiques extrêmes qui rendent plus difficiles le maintien et l'extension des initiatives de prévention et de traitement. Selon le Malaria Atlas Project, en collaboration avec le Boston Consulting Group (BCG), le changement climatique pourrait entraîner 550 000 cas de décès supplémentaires dus au paludisme d'ici à 2050, dont



plus de 90 % seraient dus à la perte de protection causée par des conditions météorologiques extrêmes. « Si la lutte anti-vectorielle est un moyen très efficace en terme de réduction de la transmission du paludisme, des études suggèrent également que le comportement humain et les facteurs sociaux peuvent contribuer à réduire les cas de paludisme dans des zones spécifiques », indique le Dr Martin Lukindu, chercheur postdoctoral à l'Institut de recherche ougandais sur les Virus (UVRI), partenaire de Target Malaria en Ouganda. Modifier le comportement des populations tout en les encourageant à faire des choix différents est l'un des moyens les plus efficaces dans la prévention de la maladie. « Les habitants des régions tou-

chées par le paludisme sont confrontés à tant de difficultés qu'ils oublient parfois d'utiliser des moustiquaires ou de suivre des traitements préventifs réguliers, tandis que beaucoup ont du mal à s'offrir les médicaments. Des remèdes traditionnels sont également utilisés pour traiter la maladie et en atténuer les symptômes », ajoute-t-il. « La science travaille à l'éradication du paludisme, et les 86,9 % de parents ougandais qui emmènent leurs enfants fiévreux consulter un médecin montrent que le changement est possible. Toutefois, la science ne peut pas agir seule : les habitants des zones touchées doivent éviter activement les piqûres de moustiques en appliquant les gestes barrières à la maison. » Le Dr Lukindu met l'accent

sur les mesures à mettre en place par les pays et les individus pour se protéger et protéger leur famille contre le paludisme. Des organisations à but non lucratif telles que Target Malaria se servent de la technologie de l'impulsion génétique, un type de modification génétique visant à diminuer la population de moustiques transmettant le paludisme et réduire la transmission de la maladie. Une récente étude de modélisation mathématique a examiné comment l'impulsion génétique pourrait être un moyen économique et efficace à long terme et de lutter contre le paludisme, en particulier dans les zones rurales qui portent la majeure partie du fardeau de la maladie. « Chacun peut avoir une hygiène de vie et des gestes

simples dans sa vie de tous les jours afin de se protéger contre le paludisme », ajoute le Dr Lukindu. « En apprenant à mieux connaître les signes avant-coureurs, on peut également s'assurer que le traitement est administré assez rapidement pour éviter une maladie grave. » « Target Malaria diffuse régulièrement des informations, telles que des affiches, des vidéos, des pièces de théâtre et des émissions de radio dans les communautés du Burkina Faso, du Ghana et de l'Ouganda, afin de sensibiliser davantage à la maladie. » Récemment, l'organisation a procédé au lancement de Target Malaria: The Game, un jeu numérique accessible à tous, même dans les zones à faible connectivité, et disponible gratuitement en français et

en anglais sur Itch.io. Le jeu invite les joueurs à se mettre dans la peau d'un technicien de laboratoire spécialisé dans la modification génétique des moustiques, ce qui permet aux joueurs de tous âges et de tous horizons d'explorer le potentiel des moustiques génétiquement modifiés en tant qu'outil prometteur de lutte contre le paludisme. « Nos scientifiques s'efforcent de modifier génétiquement les souches de moustiques afin de mettre fin au paludisme à notre ère et de sauver des centaines de milliers de vies africaines. En attendant, les communautés africaines peuvent changer légèrement leurs comportements et utiliser les ressources à leur disposition pour lutter contre la maladie dès maintenant », conclut le Dr Lukindu.

Afrique

Les exportations de bananes se sont contractées en 2024

L'Afrique se classe au 4ème rang mondial des régions exportatrices de bananes, derrière l'Amérique du Sud, l'Amérique centrale et l'Asie. Leaders sur le continent, la Côte d'Ivoire et le Cameroun rencontrent des difficultés pour maintenir des performances stables.

Les pays africains ont placé 650 000 tonnes de bananes sur le marché international en 2024, selon les dernières estimations formulées par la FAO. Dans son rapport annuel qui présente les résultats préliminaires de l'examen du marché du fruit publié le 10 janvier dernier, l'organisme onusien précise que ce stock représente une baisse de 1,5 % par rapport au volume exporté en 2023 (663 000 tonnes). Il signe en outre une deuxième année de baisse consécutive des exportations africaines de bananes qui s'élevaient à 683 000 tonnes en 2022. La contre-performance de 2024 s'explique en grande partie par la chute de l'approvision-



nement depuis le Cameroun, deuxième exportateur du continent qui peine à sortir la tête de l'eau. Les expéditions depuis le pays d'Afrique centrale ont en effet enchaîné une deuxième année de recul en s'affichant à 171 000 tonnes, soit 11 % de moins que l'année précédente (192 000 tonnes). Pour expliquer cette dynamique, la FAO met en avant la persistance de l'insécurité dans le sud-ouest du pays qui affecte l'appareil

productif. « En 2024, les approvisionnements camerounais ont été une fois de plus entravés par la crise séparatiste et la détérioration de la situation sécuritaire dans le pays, entraînant des pertes de main-d'œuvre, la destruction d'infrastructures et l'abandon de plantations », peut-on lire dans le rapport. Par ailleurs, la Côte d'Ivoire, leader des exportations africaines, a également vu ses performances fléchir. Les expéditions ivoiriennes ont ainsi reculé de 6 % pour s'établir à 334 000 tonnes en 2024 après un rebond de 4 % enregistré en 2023 (355 000 tonnes).

Avec Agence Ecofin

Financement des PME

Proparco renforce son soutien à la banque nigériane FCMB

Proparco et First City Monument Bank (FCMB) s'associent pour renforcer l'accès au financement des PME dans les secteurs agricoles et des entreprises dirigées par des femmes au Nigeria. Le 20 janvier 2025, Proparco a signé trois accords pour soutenir la stratégie de FCMB, afin de consolider sa position sur le marché des PME et d'élargir ses activités de financement à fort impact.

• Vivien Atakpabem

Proparco a approuvé une ligne de crédit senior de 35 millions de dollars pour FCMB, ainsi que deux garanties – ARIZ pour 3 millions d'euros et Euriz pour 6 millions d'euros, grâce au soutien de l'Union européenne (programme EFSD). Ces transactions permettront à FCMB de consolider ses activités de crédit à moyen et long terme, en ciblant spécifiquement les PME. Le financement soutiendra FCMB dans le financement des PME dans des secteurs à fort potentiel tels que l'agriculture (90 %) et les entreprises dirigées par des femmes (10 %), contribuant à des initiatives comme FARM3 et CHOOSE AFRICA. Grâce à ces nouvelles transactions, Proparco renforce son partenariat historique avec FCMB, soutenu depuis 2014. Reconnue comme l'une des banques les plus orientées PME au Nigeria, FCMB a fait ses preuves

en matière d'innovation numérique, avec des solutions sur mesure pour ses clients. La banque a été désignée Meilleure banque pour les PME au Nigeria lors des Asian Banker Middle East and Africa Regional Awards pendant deux années consécutives. Ce financement contribue aux objectifs de développement durable (ODD), notamment l'ODD 2 (Faim zéro) en facilitant l'accès au financement pour les entreprises impliquées dans la production de produits alimentaires essentiels comme le riz et l'huile de cuisson, et l'ODD 8 (Travail décent et croissance économique). Ce financement souligne également l'engagement de FCMB et de Proparco en faveur de l'égalité des sexes. Ces projets s'inscrivent dans la stratégie 2023–2027 de Proparco, qui priorise les investissements dans des économies durables et résilientes. Cette collaboration avec une banque engagée et tournée vers l'avenir comme FCMB permet à Proparco de réaffirmer son mandat de favoriser une croissance économique inclusive et im-

pactante. Djalal Khimjee, Directeur général adjoint de Proparco, a déclaré : « Ce partenariat avec FCMB illustre notre engagement à soutenir des institutions financières à fort impact dans les marchés émergents. Avec FCMB, nous favorisons la croissance des PME, promouvons l'égalité des sexes et renforçons la sécurité alimentaire au Nigeria. C'est une étape cruciale pour bâtir une économie durable et résiliente. » Yemisi Edun, Directrice générale de FCMB, a ajouté : « Notre partenariat avec Proparco découle de notre engagement commun à promouvoir une croissance inclusive et durable. En soutenant les PME dans des secteurs clés tels que l'agriculture et les entreprises dirigées par des femmes, nous construisons une économie plus forte et résiliente pour tous les Nigériens. Ce soutien de Proparco permettra d'accélérer nos efforts pour autonomiser les entreprises, créer des emplois et générer un changement positif au sein des communautés. »

lundi 27 janvier 2025

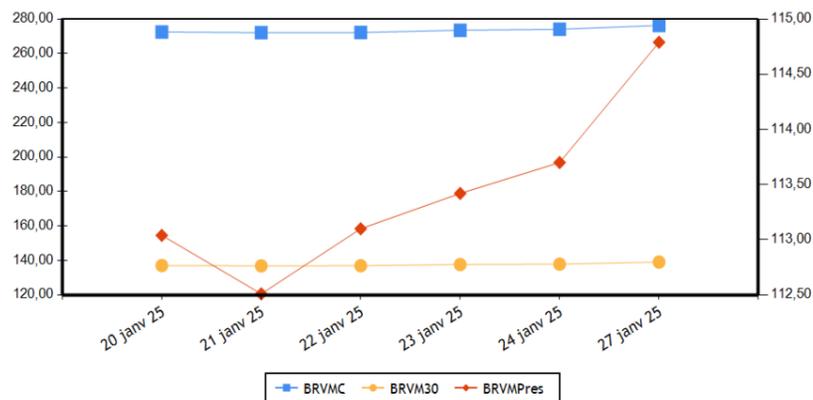
N° 18

BRVM COMPOSITE	276,31
Variation Jour	0,82 %
Variation annuelle	0,11 %

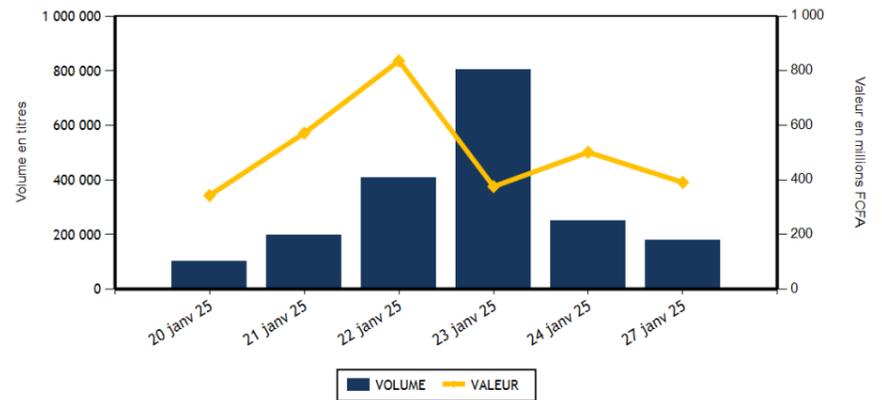
BRVM 30	139,06
Variation Jour	0,86 %
Variation annuelle	0,23 %

BRVM PRESTIGE	114,79
Variation Jour	0,96 %
Variation annuelle	-0,04 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	10 187 969 109 465	0,82 %
Volume échangé (Actions & Droits)	178 304	-22,02 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	373 986 501	7,39 %
Nombre de titres transigés	44	4,76 %
Nombre de titres en hausse	20	5,26 %
Nombre de titres en baisse	11	83,33 %
Nombre de titres inchangés	13	-23,53 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
TRACTAFRIC MOTORS CI (PRSC)	2 105	7,40 %	-4,32 %
BANK OF AFRICA BF (BOABF)	3 185	5,81 %	4,94 %
SICABLE CI (CABC)	1 110	5,71 %	6,73 %
CIE CI (CIEC)	2 185	3,80 %	-0,46 %
PALM CI (PALC)	4 665	3,67 %	-6,70 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	114,79	0,96 %	-0,04 %	15 059	177 857 250	10,42
BRVM-PRINCIPAL	37	134,52	0,43 %	-2,60 %	163 245	196 129 251	10,83

INDICES SECTORIELS ANCIENS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	117,10	0,61 %	-0,22 %	3 214	10 289 690	17,80
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	781,53	1,09 %	2,30 %	11 833	151 088 350	12,49
BRVM - FINANCES	15	98,93	0,32 %	-2,77 %	149 899	178 036 486	6,52
BRVM - TRANSPORT	2	319,03	0,00 %	-2,91 %	126	163 800	4,02
BRVM - AGRICULTURE	5	185,21	0,95 %	-6,02 %	7 889	26 412 555	13,70
BRVM - DISTRIBUTION	7	329,83	1,53 %	-1,63 %	4 633	6 845 145	19,23
BRVM - AUTRES SECTEURS	2	664,70	0,00 %	2,35 %	710	1 150 475	23,58

INDICES SECTORIELS NOUVEAUX

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - TELECOMMUNICATIONS	3	102,40	1,04 %	2,40 %	6 355	126 521 440	12,56
BRVM - CONSOMMATION DISCRETIONNAIRE	7	98,74	1,88 %	-1,26 %	2 950	3 232 930	22,28
BRVM - SERVICES FINANCIERS	15	97,23	0,33 %	-2,77 %	149 899	178 036 486	6,52
BRVM - CONSOMMATION DE BASE	9	98,74	0,79 %	-1,26 %	8 629	32 731 900	18,15
BRVM - INDUSTRIELS	7	98,90	0,21 %	-1,10 %	1 824	2 351 920	6,64
BRVM - ENERGIE	4	96,96	0,49 %	-3,04 %	3 169	6 544 915	15,04
BRVM - SERVICES PUBLICS	2	99,24	2,66 %	-0,76 %	5 478	24 566 910	10,55

Economie

La Colombie échappe in extremis aux droits de douane de Trump

Un accord a été trouvé de justesse ce dimanche entre Washington et Bogota, mettant fin à un week-end de fortes tensions entre les deux pays d'Amérique.

La crise aura duré le temps d'un week-end. Un accord de dernière minute a permis de désamorcer une escalade diplomatique et économique entre la Colombie et Washington. En cause : le refus de Bogota de rapatrier des migrants colombiens expulsés par les États-Unis. Dimanche 26 janvier, Donald Trump, réinvesti à la Maison Blanche 5 jours plus tôt, a annoncé la mise en place de tarifs douaniers contre la Colombie. Cette annonce faisait suite au refus par Bogota de voir atterrir sur son sol deux avions militaires américains transportant des migrants en situation irrégulière expulsés par les États-Unis. « Un migrant n'est pas un criminel et doit être traité avec la dignité qu'un être humain mérite. C'est pourquoi j'ai fait refouler les avions militaires américains qui transportaient des migrants colombiens », avait expliqué le président colombien de gauche Gustavo Petro sur le réseau social X. Face à cette décision,

L'accord de dernière minute



Dimanche soir, alors que la situation semblait encore s'envenimer, un compromis a finalement été trouvé. La Maison Blanche a annoncé que Bogota avait accepté les conditions de Donald Trump concernant le rapatriement des migrants. Selon un communiqué officiel, le gouvernement colombien a convenu d'accepter « sans restriction » tous les ressortissants expulsés, y compris ceux transportés par des avions militaires américains. « Le gouvernement colombien a accepté toutes les conditions du président Trump, y compris l'acceptation sans restriction de tous les étrangers illégaux de Colombie renvoyés des États-Unis, y compris à bord d'avions militaires américains, sans limitation ni délai », a indiqué la Maison Blanche dans un communi-

qué. En contrepartie, Washington a suspendu la mise en œuvre des droits de douane et autres sanctions annoncées.

La fin d'une crise diplomatique

Si les principales mesures évitées sont d'ordre économique, les mots ont été durs et la diplomatie entre les deux pays aura souffert au cours de ce week-end. En témoigne notamment cette diatribe du président colombien : « Je n'aime pas ton pétrole, Trump ; tu vas anéantir l'espèce humaine à cause de ta cupidité (...) Tu peux essayer de provoquer un coup d'État avec ta force économique et ton arrogance, comme Allende. Mais je mourrai avec la loi de mon côté ; j'ai résisté à la torture et je te résisterai. »

(Avec AFP)

UE - États-Unis

L'Union européenne est «prête à défendre ses intérêts»

Trump promet depuis quelques semaines de surtaxer les produits étrangers. Bruxelles ne restera pas sans réagir.

L'Union européenne est «prête à défendre ses intérêts économiques» si nécessaire, a assuré lundi le commissaire européen à l'économie Valdis Dombrovskis, interrogé sur l'offensive de Donald Trump sur les droits de douane. Juste après avoir prêté serment au Capitole, à Washington, le tout nouveau président américain a promis d'imposer des «droits de douane et des taxes aux pays étrangers» sans détailler d'éventuelles mesures. Un potentiel conflit commercial aurait un «coût économique substantiel pour tout le monde, y compris pour les États-Unis», a réagi le commissaire européen Valdis Dombrovskis, après une réunion des ministres des Finances à Bruxelles. «S'il est nécessaire de défendre les intérêts économiques de l'Europe, nous sommes prêts à le faire, comme nous l'avons d'ailleurs fait lors



de la première administration Trump (2017-2021), lorsqu'elle a introduit des droits de douane sur l'acier et l'aluminium», a-t-il souligné.

«Réponse proportionnée»

Les Européens avaient à l'époque répondu «de manière proportionnée», a estimé ce commissaire européen, avec des surtaxes sur des produits américains comme les motos Harley-Davidson et le Bourbon. Face aux menaces brandies

par Donald Trump, l'Union européenne doit aussi «travailler sur la résilience de son économie», a plaidé Valdis Dombrovskis, en «diversifiant» ses accords commerciaux dans le monde. Juste avant l'investiture de Donald Trump, l'UE avait annoncé vendredi le renforcement de son partenariat commercial avec le Mexique. Lundi, la Commission européenne a en outre indiqué reprendre des négociations en vue d'un accord de libre-échange avec la Malaisie.

(afp)

Distribution

Auchan annonce poursuivre son activité en Russie

La branche russe du distributeur Auchan a dit ce lundi continuer son travail « pour le bien de la population du pays » et démenti une nouvelle fois une vente, après un article évoquant la fin de discussions sur le sujet.

Auchan annonce rester en Russie. « Ces derniers temps, les rumeurs sur la vente d'Auchan Russie et le retrait de notre société du marché russe se multiplient. Nous les avons démenties à plusieurs reprises », a déclaré la branche russe du distributeur, dans un communiqué envoyé à l'AFP ce lundi. « Notre réponse est toujours la même : nous ne commentons pas les rumeurs sur le marché et poursuivons notre travail pour le bien de la population du pays », a encore déclaré l'enseigne, confirmant une information de La Lettre, qui indique ce lundi que le distributeur a refusé une offre de Gazprombank, géant gazier dirigé par le Kremlin. Pour rappel, le média d'investigation économique avait fait état fin octobre de négociations concernant la vente à un acheteur local de l'activité russe d'Auchan, l'un des rares groupes français encore présents en Russie. D'après son site internet, Auchan Russie possède 230 magasins dans le pays et y emploie environ 30.000 personnes.



« 10% du chiffre d'affaires du groupe »

Contactés par l'AFP, Auchan en France ainsi que l'Association familiale Mulliez (AFM) n'avaient pas souhaité commenter. « Notre réponse est toujours la même : nous ne commentons pas les rumeurs sur le marché », avait déjà déclaré de son côté Auchan Russie, dans un communiqué transmis à l'AFP. Pour mémoire, en mars 2023, le distributeur annoncé « céder le contrôle » de ses activités en Russie au « management local ». Le maintien de sa présence dans le pays de Vladimir Poutine après le conflit en l'Ukraine avait été fustigé par de nombreux Ukrainiens, jusqu'au président Volodymyr Zelensky. Début 2024, ELO, la holding qui rassemble notamment le distributeur Auchan

et des sociétés foncières et immobilières, avait déjà cédé 19 galeries marchandes en Russie.

« Nette baisse des volumes » au premier semestre 2024

Lors du premier semestre 2024, l'enseigne a enregistré en Russie une « nette baisse des volumes vendus » mais « les revenus à comparable de l'enseigne sont en légère croissance, bénéficiant d'une inflation toujours élevée », disait-elle fin juillet. Dans le même temps, Auchan est toujours présent en Ukraine, avec 43 magasins, « dont la moitié d'hypermarchés ». En Hongrie, le distributeur alimentaire avait annoncé début décembre la reprise de 47% de sa branche hongroise par le groupe Indotek, « la principale société hongroise d'investissement et de développement immobilier ».

(Avec AFP)

WEF

À Davos, la Commission européenne tend la main à la Chine

«Nous ne renoncerons pas à nos principes» et veillerons à «protéger nos intérêts», a néanmoins déclaré Ursula von der Leyen

Face au retour de Donald Trump, la présidente de la Commission européenne a affiché mardi à Davos sa volonté de coopérer avec de nouveaux alliés, tendant notamment la main à la Chine qui a mis en garde contre des guerres commerciales ne faisant «pas de vainqueur». «Nous nous montrerons pragmatiques» vis-à-vis de la nouvelle administration américaine, «mais nous ne renoncerons pas à nos principes» et veillerons à «protéger nos intérêts», a déclaré Ursula von der Leyen, qui tenait l'un des discours d'ouverture à la réunion annuelle du Forum économique mondial en Suisse.

Donald Trump évoqué mais pas cité

Elle n'a pas cité nommément Donald Trump, qui doit intervenir jeudi en visioconférence à Davos, pas plus que le vice-Premier ministre chinois Ding Xuexiang qui lui a succédé à la tribune. Mais elle a notamment pris la défense de l'accord de Paris sur le cli-



mat, qui «demeure le meilleur espoir de l'humanité toute entière». Tout juste de retour à la Maison-Blanche, Donald Trump a enclenché la sortie des États-Unis de cet accord, remettant en péril les efforts mondiaux pour ralentir le réchauffement de la planète. En attendant de savoir comment évolue la relation avec M. Trump, Ursula von der Leyen a annoncé la couleur : «L'Europe continuera à prôner la coopération, pas seulement avec nos amis de longue date (...) mais aussi avec tous les pays avec qui nous avons des intérêts communs.»

Multilatéralisme et «dialogue»

«Le message que nous adressons au reste du monde est

simple: nous sommes prêts à engager un dialogue avec vous si cela peut conduire à des avantages réciproques», a-t-elle encore souligné. Elle a en particulier annoncé un voyage en Inde, et assuré que l'UE était prête à «tendre la main» à la Chine et «approfondir» sa relation avec Pékin. Après elle, le chancelier allemand Olaf Scholz a appelé à «défendre le libre-échange», «fondement de prospérité», contre le principe de «l'isolement» commercial. Ding Xuexiang n'a pas directement répondu aux propositions d'Ursula von der Leyen. Mais dans son discours, il a défendu le multilatéralisme, appelant à «résoudre les disputes et les différends par le dialogue».

(AFP)

Alimentation et agriculture

Le Forum mondial de Berlin pour la promotion de la bioéconomie durable.

La bioéconomie en tant que force motrice de la transformation agroalimentaire promet un avenir où l'agriculture nourrit le monde tout en prenant soin de la planète et des populations. Dans le communiqué final du Forum mondial pour l'alimentation et l'agriculture 2025 (GFFA) à Berlin, les ministres de l'agriculture ont souligné la priorité accordée à la sécurité alimentaire, à la nutrition et à la transformation des systèmes agroalimentaires dans le cadre des initiatives de bioéconomie durable. Lors du Forum, la FAO a mis en avant son travail novateur sur la bioéconomie au cours de la dernière décennie, allant du soutien aux stratégies nationales au développement de mesures et au renforcement de la coopération et de la coordination internationales.

Les ministres ont soutenu à l'unanimité l'initiative du ministère fédéral de l'Alimentation et de l'Agriculture visant à aider la FAO à développer un partenariat mondial multipartite sur la bioéconomie pour des systèmes agroalimentaires durables. Organisé chaque année par le ministère fédéral allemand de l'Alimentation et de l'Agriculture, le GFFA est une conférence internationale qui aborde les questions clés pour l'avenir des politiques agricoles et alimentaires durables. La dix-septième édition du GFFA s'est tenue du 15 au 18 janvier 2025 avec la participation de plus de 80 pays et organisations internationales, autour du thème général « Cultiver une bioéconomie durable ». La bioéconomie englobe la production, l'utilisation, la conservation



et la régénération durables des ressources biologiques. Ce concept intègre les connaissances, la science, la technologie et l'innovation connexes pour fournir des solutions durables pour une économie plus efficace, plus juste et plus respectueuse de l'environnement. La FAO a intégré la bioéconomie comme domaine de travail dédié dans son Cadre stratégique 2022-2031. Grâce à son initiative, la FAO offre des conseils et un soutien technique pour aider les décideurs politiques à développer une bioéconomie durable qui s'aligne sur les Objectifs de développe-

ment durable (ODD). Lors du GFFA, la délégation de la FAO, conduite par Kaveh Zahedi, Directeur du Bureau du changement climatique, de la biodiversité et de l'environnement de la FAO, a souligné le rôle central que jouent l'agriculture et les systèmes agroalimentaires dans la bioéconomie, en mettant en avant l'appel des organes directeurs de la FAO à réunir un partenariat mondial pour servir de catalyseur au développement de politiques, de stratégies et de plans, au renforcement des capacités, des systèmes de connaissances et des incitations. Dans le discours de clôture de la Conférence des

ministres de l'agriculture de Berlin, Zahedi a souligné qu'une bioéconomie durable offre l'une des voies les plus prometteuses pour faire face aux crises en cascade des conflits, des ralentissements économiques et du changement climatique qui freinent l'éradication de la pauvreté et les progrès en matière de sécurité alimentaire et a réaffirmé l'engagement de la FAO à soutenir un partenariat mondial pour promouvoir l'échange d'expériences, de mesures, d'innovations, de technologies et d'actions qui peuvent transformer les systèmes agroalimentaires pour les rendre plus efficaces, plus inclusifs, plus résilients et plus durables.

Les innovations de la bioéconomie pour résoudre les crises mondiales

L'accent a été mis sur le potentiel des innovations de

la bioéconomie pour réduire les pertes et le gaspillage alimentaires lors de la réunion ministérielle de haut niveau sur les pertes et le gaspillage alimentaires organisée par la FAO le 17 janvier. Des outils, des solutions et des approches ont été discutés avec des représentants de pays, d'institutions financières internationales et de partenaires de développement pour stimuler la transformation des systèmes agroalimentaires. Pour l'avenir, les panélistes ont identifié plusieurs domaines critiques sur lesquels se concentrer : l'insuffisance des infrastructures, l'inadéquation des investissements et le manque de données fiables. Ils ont souligné la nécessité de renforcer et d'élargir la coopération internationale, les partenariats et la coordination.

Favoriser un partenariat mondial pour la bioéconomie

Un groupe d'experts de la FAO s'est réuni le 17 janvier, organisé conjointement avec Agri-Food Canada et le Conseil consultatif international sur la bioéconomie et l'agriculture mondiales, pour discuter de la promotion de la bioéconomie mondiale par la coopération internationale. Les experts ont identifié plusieurs défis qui entravent les progrès de la bioéconomie, notamment l'accès inégal aux ressources, à la science, aux technologies et à l'innovation, les différentes capacités institutionnelles, le manque de données et de cadres de suivi mondiaux et la diversité des stratégies de bioéconomie. Ces obstacles constituent des obstacles importants à la promotion d'investissements et d'actions durables sur le terrain.

Avec fao.org

HOROSCOPE finance

Bélier Le Soleil sera en splendide configuration. Voilà qui devrait vous permettre d'améliorer vos revenus ou de mieux gérer votre budget. Il vous faudra simplement faire attention à l'impact de Mars, qui pourrait vous donner tout à coup envie de dépenser des fortunes en vêtements, produits de beauté ou objets de collection. Restez raisonnable, tout de même !

Taureau Le moment est venu de plonger le nez dans vos comptes, si vous en faites ! Une réorganisation complète de votre situation financière vous permettrait peut-être de faire mieux fructifier vos ressources.

Gémeaux L'environnement astral vous réservera quelques perturbations financières au niveau du capital, d'un héritage, d'une succession. Les solutions seront très difficiles à trouver. Heureusement, vous saurez vous maintenir dans une objectivité raisonnable. Dans l'ensemble, la journée sera plutôt propice à une vie financière satisfaisante pour peu que vous fassiez des efforts d'économie.

Cancer Vous aurez sans doute des choix financiers importants à faire. Ne vous décidez pas à la légère. Pour certains natifs, cet impact de Mercure se traduira par une profonde remise en question de leur attitude vis-à-vis de l'argent. Soit vous vous en désintéresserez, soit, au contraire, vous consacrerez toute votre énergie à en gagner davantage.

Lion Vénus étant en aspect favorable, tout devrait bien se passer sur le plan financier. Attention, pourtant : la déesse de l'amour, de la beauté et de l'harmonie pourrait pousser certains d'entre vous à dépenser des fortunes pour des soins esthétiques, ou à engager un décorateur pour refaire luxueusement les tapisseries du salon...

Vierge Mercure sera là. On pourra entendre chanter les tiroirs-caisses, car cette planète apporte très souvent la lucidité en matière financière. Ce sera donc le moment de demander une prime quelconque, de prospecter de nouveaux clients ou de revoir vos placements. De toute façon, la journée sera faste pour votre portefeuille et votre compte en banque.

Balance Votre situation financière sera stable. De plus, Jupiter et Pluton influençant en ce moment les signes en harmonie avec le vôtre, vous aurez sans doute l'opportunité d'améliorer vos revenus ou de mieux organiser vos placements.

Scorpion Prudence ! Voilà un mot que vous détestez par-dessus tout quand il s'agit de vos finances. Et pourtant, il faudra bien vous résoudre à limiter au maximum les risques. Ainsi, vous ne pourrez pas vous permettre de vous lancer dans des opérations hasardeuses ou des transactions trop risquées, sous peine d'avoir de gros ennuis.

Sagittaire Dépêchez-vous de régler vos problèmes d'argent les plus urgents, car bientôt vous ne serez plus en mesure de le faire correctement. Vous pourrez aussi aujourd'hui effectuer des transactions profitables.

Capricorne Si vous avez des ennuis d'argent, Jupiter en bonne position vous offrira de nombreuses possibilités de vous en sortir. Certes, vous devrez effectuer des démarches, écrire des lettres, contacter des personnes influentes et probablement faire appel à certains de vos amis. Mais n'ayez pas peur de vous lancer dans l'aventure : ce que vous entreprenez cette fois aura toutes les chances d'aboutir.

Verseau Au cours de cette journée un peu chancelante, gardez-vous de toute spéculation ; laissez ce genre de risque aux aventuriers professionnels. Regardez-y à deux fois avant de prêter de l'argent à des personnes qui ne sont pas tout ce qu'elles s'efforcent de paraître. Certains natifs tireront profit d'un second métier ou d'un passe-temps.

Poisson Si vous envisagez depuis un certain temps d'effectuer des transactions de grande envergure ou de modifier le mode de gestion de vos ressources matérielles, ce sera le moment de vous lancer. La journée y sera tout à fait propice. Vous saurez faire les bons choix.

L'économiste

Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207
Adresse : Rue Entreprise de l'Union, en face de la Pharmacie des Roses - Agoè Téléssou
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Hélène MARTELOT

Nicole ESSO

Junior AREDOLA

Vivien ATAKPABEM

Wilson LAWSON

Directeur Commercial

Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

A.Koffivi. AMOUZOUKPE

7ème édition des REMTP

Un rendez-vous d'échange sur les enjeux et les défis du Marché Local de la dette souveraine

(La mobilisation de l'épargne intérieure au cœur des travaux) La 7ème édition des Rencontres du Marché des Titres Publics s'est tenue les 21 et 22 janvier 2025 à Abidjan, la capitale économique de la Côte d'Ivoire. Environ 200 participants dont les Trésors Nationaux, des Banques, des Caisses de Retraite, des Caisses de Dépôts et de Consignations, des investisseurs institutionnels, des intermédiaires financiers, des experts financiers ainsi que des représentants des institutions de l'UMOA. Des panels sur différentes thématiques, des discussions, des conversations pays, et des masterclass ont marqué entre autres les deux jours d'activités.



● **Oulimata Ndiaye DIASSE, Directeur UMOA-Titres**

Placé sous le thème « Mobilisation de l'épargne intérieure : Quelles exigences pour soutenir le développement du marché financier en Zone UMOA ? » la rencontre a été l'occasion de faire le point de l'évolution des émissions des titres publics, de partager les perspectives économiques et financières pour 2025 et de discuter des moyens de collecter l'épargne au niveau de la zone UMOA au profit des émissions souveraines. « Nous avons fait face en 2024 à des besoins croissants des émetteurs et à des tensions de liquidité sur le Marché. Ce qui s'est traduit par une baisse du taux de couverture des émissions, une baisse de la durée de vie moyenne de la dette émise par les Etats et du taux de sortie continuellement en hausse. En dépit de ce contexte, notre Marché a encore une fois de plus prouvé sa résilience sur l'année 2024 » a déclaré Oulimata Ndiaye DIASSE, directeur de UMOA-TITRES lors de son discours d'ouverture des REMTP 2025. Concernant les émissions de titres publics en 2024, la moisson a été très bonne à en croire Désiré Bossou, Responsable département opérations et promotion du Marché des Titres Publics à UMOA-TITRES. Plus de 8127 milliards de FCFA ont été mobilisés par les Etats en 2024 contre 7194 milliards FCFA environ en 2023 a indiqué le Responsable département opérations

et promotion du MTP. Soit un taux de croissance de 13%. Une performance qui prouve si besoin en était l'attractivité du marché. Sur la période, le Bénin a mobilisé environ 262 milliards FCFA en régression par rapport à l'année 2023 de -19,21%. L'encours de la dette sur le Marché des Titres Publics pour le Bénin est de 1219,37 milliards FCFA au 31 Décembre 2024 en régression là aussi de 5,90%

Des résultats encourageants pour 2024

Lors de sa présentation sur la situation macroéconomique de l'UMOA et du monde, Arouna Sow, macroéconomiste à UMOA-TITRES, a indiqué que le potentiel économique de l'espace permet d'espérer davantage en 2025 malgré la conjoncture économique. S'appuyant sur les données du Fonds Monétaire International (FMI), Arouna Sow a précisé que la croissance mondiale s'améliore pour l'ensemble des pays et oscille entre 1 et 11%. Idem pour le taux d'inflation qui est aussi maîtrisé et pourrait dépasser légèrement les 9% au niveau des pays émergents. La situation économique récente de l'UMOA montre que le secteur tertiaire a largement contribué à la croissance économique en 2024. Suivi du secondaire et du primaire. En 2024, les huit pays de l'UMOA ont enregistré une croissance positive avec un chiffre de 6,7% pour le Bénin qui se

positionne deuxième après le Niger 8,8%, meilleure performance de l'année. Concernant l'exécution des finances publiques en 2024, selon le rapport sur la politique monétaire de la BCEAO, les huit Etats de l'UMOA ont connu une réduction du déficit budgétaire en lien avec l'amélioration des recettes et une augmentation du taux de pression fiscale pour certains Etats. Les recettes totales et dons mobilisées dans l'espace en 2024 sont de l'ordre d'environ 23.427 milliards FCFA dont 19500 milliards FCFA pour les recettes fiscales seules. Au niveau de la balance des paiements, les exportations ont généré environ 28.605 milliards FCFA contre 28896 milliards FCFA pour les importations soit une balance commerciale déficitaire de -291% environ.

De bonnes perspectives économiques pour 2025 au plan régional

L'année 2025 promet une bonne santé économique pour l'ensemble des pays membres de l'UMOA. Au plan régional, il est espéré la Poursuite de la mise en œuvre des Plan Nationaux de Développement (PND) ; de bonnes perspectives dans l'ensemble des secteurs (Bonne campagne agricole 2024/2025, Réalisation des infrastructures, démarrage de projets dans le secteur des hydrocarbures, etc.) et une évolution de la

situation socio-politique et sécuritaire. Au plan international par contre, il est à redouter une croissance atone de l'activité ; une baisse des prix de certains produits ; la persistance des tensions politiques la poursuite de la guerre en Ukraine ; de la crise au Moyen orient ; de la Baisse des tensions inflationnistes et ; l'assouplissement des conditions monétaire. A en croire le macroéconomiste Arouna Sow, la zone UMOA, championne de la croissance en Afrique subsaharienne présente des perspectives économiques favorables. Toutefois trois défis majeurs se présente pour la zone. Il s'agit d'abord de la consolidation budgétaire, une nécessité pour contenir la dette. Ensuite, l'adoption des réformes pour accroître la mobilisation de l'épargne intérieure. Un impératif pour le développement harmonieux du Marché financier régional. Et enfin, la poursuite de la mise en œuvre des réformes pour préserver la viabilité des finances publiques

Le Bénin avec des atouts et opportunités s'ouvre au monde

La performance économique du Bénin ces dernières a été une fois encore mis en exergue par le représentant du Bénin lors de la conversation pays 2. Entouré de la Côte d'Ivoire et la Guinée Bissau, Eric Akoute représentant du Bénin a exposé à l'assistance les résultats des réformes économiques engagées par le gouvernement de la rupture. La Zone industrielle de Glo-Djigbé est un exemple. L'Etat béninois a décidé de diversifier son économie à travers plusieurs leviers a précisé Eric Akoute. Les réformes mises en place par le gouvernement sont centrées sur la digitalisation de certains services. On peut citer entre autres les facilités pour créer son entreprise et des certificats électroniques de création obtenus sous 3 heures pour 10 mille francs CFA ; la Digitalisation des déclarations et paiement

d'impôts ainsi que des déclarations sociales ; les Formalités foncières digitalisées pour 5 milles francs CFA ; la Digitalisation du raccordement électrique en 30 jours et 6 jours pour la SONEB ; l'Exonération d'impôts la 1ère année de création d'une entreprise pour ne citer que celles-là. Abordant les déterminants de la transformation structurelle de l'économie béninoise, Eric Akoute de l'Agence de promotion des investissements et de l'exportation a souligné que le gouvernement a travaillé sur la chaîne de valeur dans son intégralité. Il a d'abord identifié les secteurs porteurs ou à fort potentiel et travailler sur toute la chaîne de valeur. Ensuite, œuvrer à la disponibilité de la matière première en quantité et en qualité, à la disponibilité d'une main d'œuvre qualifiée, à l'accès au foncier, à l'électricité et à l'eau à des coûts compétitifs, bonne qualité des connectivités (routes, train, avion etc.). Grâce à la GDIZ, témoin de cette ambition affirmée et mise en œuvre, de gros contrats textiles ont été signés. Notamment la confection des tenues des forces de défenses, et la confection des tenues de maillots pour la FIFA. Le tourisme aussi a connu son essor grâce à la

disponibilité de réceptifs hôteliers comme le Sofitel 5*, 198 chambres dont 14 suites et 05 suites duplex avec piscine privée, 2 courts de tennis et un spa de 1 000 m² et des salles pouvant accueillir en moyenne 650 personnes. Toujours dans le secteur du tourisme, plus de 430 000 participants ont pris part aux Voduns days le 10 janvier 2025. Sur le plan sanitaire, le Bénin dispose de réceptifs hospitaliers de référence, construite avec des technologies de pointe, l'un des plus grands et les mieux équipés de la sous-région. On y compte 436 lits répartis dans 18 spécialités qui sont à leur tour regroupées en huit (08) pôles. Dans le secteur agricole, le contrat avec la Chine pour l'exportation de l'ananas frais génère aussi des devises. Le gouvernement Nigérian a levé les interdictions d'exportations vers le Nigéria. Un geste fort qui a marqué la reprise des relations positives avec le Bénin a fait remarquer Eric Akoute de l'APIeX. Un comité paritaire a également été mise en place entre les douanes des deux pays et travaille à la fluidification des relations commerciales a-t-il conclu.

Gédéon VEGBA
Journaliste Economique
Collaboration Extérieure,
Abidjan, Côte d'Ivoire



Commune Wawa1

Ouverture de la 1ere session de l'année 2025

Les conseillers municipaux de la commune Wawa1, ont démarré leur 1ère session ordinaire de l'année 2025, le lundi 27 janvier à Badou (commune Wawa1).

L'une des préoccupations majeures de ces conseillers est de trouver de meilleures stratégies de mobilisation des ressources de la commune, pour le développement harmonieux et durable de la localité. Cette session qui court jusqu'au 4 février, permettra aux élus locaux d'amender le rapport de la dernière session, de revoir l'état d'avancement de la mise en œuvre des décisions prises lors de la session précédente, et de réfléchir sur les meilleures stratégies de mobilisation des ressources nécessaires inscrites au budget primitif exercice 2025. Le maire



Assamoah Yao Ogah, de la commune Wawa1, a annoncé que le budget primitif exercice 2025 s'équilibre en dépenses et en recettes à 171 231 347 francs CFA, avec plus de 30 millions de francs pour le fonctionnement. Le préfet de Wawa Soménu Atsu Yinassé a invité les élus

locaux à prendre en compte toutes les préoccupations des populations et surtout l'assainissement de l'abattoir de la ville de Badou. Il a exhorté les participants à apporter leurs contributions au développement durable et harmonieux de la commune.

Avec ATOP/PM/MG

Liga

L'Arabie saoudite veut arracher Pedri au Barça !

Le championnat saoudien a jeté son dévolu sur le milieu de terrain du FC Barcelone pour l'été prochain...

Voilà un petit moment que l'Arabie saoudite est devenue, à la fois, un ennemi et un allié des gros clubs européens. Boostés par le gouvernement local, les gros clubs saoudiens ont ainsi arraché plusieurs stars aux grosses écuries européennes, mais ils leur permettent aussi de renflouer les caisses et de se débarrasser de certains joueurs parfois indésirables et difficilement vendables sur le marché européen en raison de salaires conséquents. Ces prochains mois, le championnat saoudien compte encore frapper fort. Depuis des semaines déjà, les médias espagnols préviennent d'un intérêt très sérieux de la ligue du pays arabe pour Vinicius Jr, avec des offres monumentales en préparation, tant pour le Real Madrid que pour la star brésilienne. Et voilà que selon les informations de Sport, un autre grand nom



de la Liga est dans le viseur des Saoudiens.

Il n'est pas chaud... pour le moment

La menace saoudienne plane ainsi au-dessus du FC Barcelone, avec Pedri qui est dans le viseur du gouvernement saoudien. Alors qu'il devrait bientôt parapher un nouveau bail - c'est du moins ce qu'espère le Barça - les Saoudiens sont venus troubler ces négociations. Le média indique que lors de la dernière Supercoupe d'Espagne tenue en Arabie saoudite, des autorités

saoudiennes ont déjà discuté avec l'entourage du joueur pour leur transmettre leur intérêt. Sport rajoute cependant que, pour l'instant, Pedri ne semble pas particulièrement intéressé par la possibilité de rejoindre la Saudi Pro League, et il ne pense qu'au FC Barcelone. Sa prolongation avec les Blaugranas devrait donc rapidement être officialisée. Mais qui sait, l'Arabie saoudite a des arguments colossaux pour faire plier tout le monde dans ce dossier, maintenant ou dans un avenir proche...

Avec footmercato.net

Liga

Marcus Rashford est prêt à faire une folie pour signer au FC Barcelone

Alors que l'attaquant anglais est convoité par le Barça, il est prêt à faire un gros sacrifice pour rejoindre la Catalogne.

C'est le dossier qui anime le mercato du Barça, dans le sens des arrivées du moins. Après avoir réglé les cas Dani Olmo et Pau Victor non sans trembler, le Barça avait reçu une autre bonne nouvelle en début de mois : le retour à la règle 1:1 du fair-play financier de la Liga suite à la vente des fameux sièges VIP du Camp Nou. Ce qui donnera un peu plus de souplesse et de marge de manoeuvre au FC Barcelone pour les prochains mercatos. Il est donc tout à fait possible de voir les Barcelonais recruter d'ici le 3 février et la fin du mercato hivernal, et un nom se dégage : Mar-

cus Rashford. L'attaquant des Three Lions veut quitter Manchester United, et le Barça est son choix de prédilection. Un intérêt plus que réciproque, avec Hansi Flick qui a validé son profil selon différents médias ibériques.

Rashford doit faire un sacrifice

Mais il y a encore des obstacles qui séparent l'Anglais du club catalan, d'ordre financier principalement, en raison du salaire conséquent du joueur. Le Barça doit encore dégager quelques fonds, via la vente de joueurs, pour avoir la somme nécessaire pour payer une bonne partie

du salaire du joueur. Seulement, personne ne semble être sur le départ en ce moment. Ronald Araujo a finalement prolongé, Hansi Flick a bloqué le départ d'Eric Garcia et Ansu Fati, le principal candidat à un départ, n'a pas de prétendant sérieux pour l'instant. Comme l'indique le Daily Star, il y a aussi une autre possibilité : que Rashford accepte de baisser ses émoluments (il touche 18 millions d'euros par saison) de façon conséquente. Le média indique que c'est un sacrifice que l'attaquant de 27 ans est prêt à faire.

Avec footmercato.net

Religion/ Yoto

Une célébration œcuménique à Ahépé pour rendre grâce Dieu

Le Mouvement pour la sauvegarde de l'intérêt national (MOSIN) a demandé un culte et une prière musulmane pour rendre grâce à Dieu pour ses bienfaits dans la vie des Togolais, le dimanche 26 janvier sur le terrain du Lycée d'Ahépé dans la commune Yoto 2.

Ce rendez-vous spirituel est organisé en collaboration avec des églises et ministères. Il a connu la présence du préfet de Yoto, Lt.Col Djossou Agossa, du maire de la commune Yoto 2, Adjra Yawavi, du député Djissénu Kodjo, des pasteurs, des personnalités traditionnelles, militaires, politiques, des fidèles chrétiens et de Mahomet ainsi que des cadres et sympathisants du parti Union pour la République (UNIR). L'objectif est d'implorer la protection de Dieu sur le chef de l'Etat et les autorités du pays et de prier pour la paix et la sécurité au Togo. Il s'agit aussi pour les organisateurs de témoigner leur reconnaissance à Dieu et de lui rendre gloire pour tous les bienfaits qu'il accorde au Togo. Le culte a été marqué par la prestation des groupes de chorales de diverses dénominations



pour proclamer la bonté et la magnanimité de Dieu envers le Togo. Des séquences de louanges, de danses et d'adoration ont été assurées par le groupe « Mayinko » de Adidogomé à Lomé. Ces prestations ont été ponctuées de prières d'intercession et de prédications dirigées par plusieurs hommes de Dieu. Il s'agit notamment, des pasteurs Anani Yoavi Robert de l'église des assemblées de Dieu d'Ahépé, Abino Kofi de l'église évangélique presbytérienne d'Ahépé et l'imam Adam Soulkénéni de la mosquée Zafimodji. Tour à tour, ces hommes de Dieu se sont succédé pour élever leur voix en faveur de la nation togolaise. Ils ont prié pour la

paix, la sécurité et la cohésion sociale dans le pays et confié à l'Eternel toute la nation togolaise. Les officiants ont, en union avec les fidèles, sollicité la bonté divine sur le Togo pour l'année nouvelle. Ces serviteurs de Dieu ont insisté sur le pardon, la confession des péchés, l'amour, l'unité et la fraternité. Le président national du MOSIN, Bataba Berana et le membre du bureau exécutif, Dzéréké Maxime ont exprimé leur reconnaissance aux différentes personnalités et aux fidèles pour leur mobilisation puis imploré la bénédiction de Dieu sur eux.

Avec ATOP/SAK/TGB/CA

Opportunités !!!

Chambres meublées, spacieuses et climatisées sises à Cotonou – Sikecodji - non loin de l'Etoile Rouge.

Meilleurs tarifs avec une bonne connexion internet.

Appeler le : (+229) 69 19 08 80 / 60 91 78 00 / 97 14 85 43.

Le Togo en chiffres

Indicateur	2022	2021
Produit intérieur brut (PIB) en milliards de francs CFA	12 500	11 500
Population en millions	10 500 000	10 000 000
Chômage en pourcentage	12,5	13,5
Indice de développement humain (IDH)	0,65	0,64
Principales exportations (en millions de dollars)	1 500	1 400
Principales importations (en millions de dollars)	2 000	1 900
Balance commerciale (en millions de dollars)	-500	-500
Investissements directs étrangers (IDE) en millions de dollars	1 000	900
Principales sources de financement de la balance des paiements	1 500	1 400
Principales destinations des investissements directs étrangers (IDE)	1 000	900
Principales destinations des investissements directs étrangers (IDE)	1 000	900

**NOUVEAU
50CL**

**MÊME
SAVEUR**

650*
FCFA

LA BOUTEILLE

50cl

Harmonies



EKU
BAVARIA



WWW.BBLOME.COM

*PRIX CONSEILLÉ À LA BOUTEILLE DE 50CL



CMJN

CMJN